COMPTE RENDU DE LA REUNION ORDINAIRE
DU CONSEIL MUNICIPAL
Du 04 octobre 2016 à 20h30

Le Conseil Municipal de Saint-Augustin, dûment convoqué le 27 septembre 2016 s'est réuni au lieu ordinaire de ses séances, le vendredi 04 octobre 2016 à 20h30, sous la présidence de Monsieur Sébastien HOUDAYER.

Présents : Mr Sébastien Houdayer, Martine Robiche, David Hoguet, Séverine Zéléchowski, Alain Lefebvre, Patrick Gelsumini, Gérald Boulanger, Nadège Monin, Noëlle Guilmain, Jean-Luc Messant, Jean-Pierre Santin, Denis Durand, Nelly De Vienne, Bastien Gibaut, Gerhart Dehan.

Absents excusés Christèle Pintet POUVOIR à Nelly De Vienne
Geneviève Chaminade POUVOIR à Gerhart Dehan
Nadine Salmon POUVOIR à Martine Robiche

Absent : Céline Acker-Fournet

Monsieur le Maire ouvre la séance à 20h30

Le Procès verbal de la séance précédente est adopté à l'unanimité

Secrétaire de séance : Martine Robiche

Ordre du jour :

1. Achat de terrains:

A/ACQUISITION PARCELLE CORBIN

La Commune de Saint Augustin a reçu courant du mois de juin 2016 une notification de la SAFER nous informant de différentes ventes de terrain appartenant à Mrs CORBIN Dany et Tony.

Pour certains, la Commune propose de se porter acquéreur :

Parcelles	Superficies/Prix	Zone /Nature	Lieu Dit	Projet
ZY 10	2820 m2 2 538 €	Bois	Les plessiers d'en Bas	Accès rivière
ZT 54	930 m2 837 €	Bois	Le Montcet	Parcours découverte
YE 129	1370 m2 1 233 €	Bois Taillis	Epaillard	Accès rivière
YE 116	380 m2 342 €	Bois Taillis	Epaillard	Accès rivière

Le Conseil Municipal, Après en avoir délibéré, à l'unanimité,

AUTORISE Mr Le maire à acheter les parcelles ZY 10, ZT 54 YE 129 et YE 116 respectivement de 2820 m2, 930 m2, 1370 m2 et 380 m2 pour un montant total de 4 950 euros et à signer tous documents nécessaires à l'acquisition.

B/ ACQUISITION PARCELLE BAPELLE

La commune souhaite se porter acquéreur par préemption simple du bien référencé AP 77 16 0060 01 pour la préservation du corridor écologique remarquable inscrit au SCOT

Parcelles	Superficies/Prix	Zone /Nature	Lieu Dit
ZT0007	6a60ca 9 501.60 €	prés	27 rue de la Vallée

En vertu de la convention qui nous lie avec la SAFER l'opération sera financée de la façon suivante :

Prix principal	Frais supportés par la SAFER	Frais d'intervention de la SAFER	Montant total demandé
7000.00 €	1560.00 €	941.60 €	9501.60 €

Le Conseil Municipal, Après en avoir délibéré, à l'unanimité

AUTORISE Mr Le maire à acheter les parcelles ZT0007 de 660 m2 pour un montant total de 9 501.60 euros et à signer tous documents nécessaires à l'acquisition

C/ ACQUISITION PARCELLE LEMAIRE (Bois Clément)

Monsieur le Maire rappelle que lors de la séance du 21 octobre 2011, le conseil municipal avait accepté le don de Monsieur François LEMAIRE et de Madame JENNYFER LEMAIRE proposant, à la commune de Saint-Augustin, deux parcelles dont ils sont propriétaires.

Il s'agit des parcelles ZH 234 pour 2 a 10 ca et ZH 236 pour 11 a 44 ca

Or le temps d'effectuer les recherches des co-propriétaires pour recueillir l'accord de tous, il s'avère que le don qui entraîne la transaction à titre gracieux n'est plus possible.

Le Conseil Municipal, Après en avoir délibéré, à l'unanimité

ACCEPTE pour l'euro symbolique les parcelles cadastrées ZH 234 pour 2 a 10 ca et ZH 236 pour 11 a 44 ca situées en zone NDC du Plan d'Occupation des Sols.

AUTORISE Monsieur le Maire à signer tous les actes administratifs s'y rapportant.

DIT prendre en charge tous les frais notariaux relatifs à cette transaction.

D/ ACQUISITION PARCELLE PAON (Derrière le Montcet)

Monsieur le Maire rappelle que lors de la séance du 19 octobre 2012, le Conseil municipal avait accepté l'achat de la parcelle ZT N°147 (d'une contenance de 12 a 25 ca) afin de terminer la réalisation du parcours de découverte.

Suite au décès du propriétaire, Mr PAON Patrick, considérant que la succession a été faite la commune peut effectuer l'acquisition avec Melle PAON Delphine.

Le Conseil Municipal, Après en avoir délibéré, à l'unanimité

AUTORISE l'achat de la parcelle ZT n° 147 pour une surface de 12 a 25 ca pour un montant de 1 230 euros à Melle PAON Delphine.

AUTORISE Monsieur le Maire à signer l'acte de vente auprès d'un notaire et tous documents nécessaires à l'acquisition.

2. SDESM : Syndicat d'Electrification de Seine et Marne :

- **Projet d'enfouissement 2^{ème} tranche 2017 :**
- **Réseaux d'éclairage public 2017 :**

1/ PROJET D'ENFOUISSEMENT DES RESEAUX ELECTRIQUES RUE DE MEAUX ET PLACE DE LA MAIRIE

Considérant que la commune de Saint Augustin est adhérente au SDESM 77,
Considérant la première tranche de travaux d'enfouissement effectuée rue de Meaux en 2016

Considérant l'Avant-Projet Sommaire réalisé par le SDESM77 à l'occasion d'un projet d'enfouissement des réseaux rue de Meaux et place de la Mairie,

Le montant des travaux est estimé d'après l'Avant-Projet Sommaire :

<i>TRAVAUX</i>	<i>COUT ESTIME EN €</i>	<i>PRISE EN CHARGE DU SDESM</i>	<i>CHARGE COMMUNALE €</i>	<i>TTC</i>
Basse Tension	115 061.26 HT		23 012.25 HT	27 614.70€
Eclairage Public 18 candélabres	105 752.76 TTC	35 000	70 752.76	70 752.76€
Communications électroniques	65 898.32 TTC	/		65 898.32 €
TOTAL				164 265.78 €

Ce projet d'enfouissement va être retravaillé avec le SDESM.

2/RESEAUX D'ECLAIRAGE PUBLIC 2017

La commune de Saint Augustin souhaite poursuivre le déploiement de l'éclairage public rue des Coteaux, rue du Saussoy, rue de la Vallée, rue du Rocher, rue de Melun

Le Maire,

Vu l'article 2.II de la loi n°85-704 du 12 juillet 1985 modifiée relative à la maîtrise d'ouvrage publique.

Considérant que la commune de Saint-Augustin est adhérente au Syndicat Départemental des Energies de Seine et Marne (SDESM) ;

Considérant l'Avant-Projet Sommaire réalisé par le SDESM,

Le Conseil Municipal, Après en avoir délibéré, à l'unanimité,

- **APPROUVE** le programme de travaux et les modalités financières
- **DELEGUE** la maîtrise d'ouvrage au SDESM concernant les travaux sur le réseau d'éclairage public rue des Coteaux, rue du Saussoy, rue de la vallée, rue du Rocher, rue de Melun
- **DEMANDE** au SDESM de lancer les études et les travaux concernant 7 points lumineux sur le réseau d'éclairage public rue des Coteaux, rue du Saussoy, rue de la Vallée, rue du Rocher, rue de Melun

Le montant des travaux est évalué d'après l'Avant-Projet Sommaire à :

Rue	travaux	Coût TTC	Subvention SDESM	Reste à charge pour la commune
Rue des Coteaux	création 1 point lumineux	1152	480	672
Rue du Saussoy	création 2 points lumineux	4236	2584	1652
Rue de la vallée	création 1 point lumineux	1152	480	672
Rue du Rocher	création 2 points lumineux	2676	1 115	2196
Rue de Melun	remplacement d'1point lumineux	1500	350	1150

- **DIT** que les crédits nécessaires seront inscrits au budget primitif de l'année de réalisation des travaux soit 2017,
- **AUTORISE** le Maire à signer la convention financière et toutes pièces s'y référant relatifs à la réalisation des travaux,
- **AUTORISE** le SDESM à récupérer les certificats d'économie d'énergie auprès de son obligé ou à présenter les dossiers de demande de subvention auprès de l'ADEME.

3. Participation scolarisation :

Les dispositions de l'article 23 de la loi n°83 663 du 22 juillet 1983, posant le principe de répartition des charges de fonctionnement des écoles publiques d'une commune recevant des élèves dont la famille est domiciliée dans une autre commune, sont entrées en vigueur depuis 1988.

Monsieur le Maire informe de la demande de participation aux charges de fonctionnement pour un élève de Saint Augustin ayant fréquenté pendant l'année scolaire 2015/2016 une classe CLIS (classe d'intégration scolaire), classe qui n'existe pas sur notre commune.

La participation fixée par le conseil municipal de BAILLY ROMAINVILLIERS dans sa séance du 24 juin 2013 s'élève à :

- 704 € par élève de classe élémentaire pour l'année scolaire 2015/2016

Considérant que la commune de Saint Augustin n'est pas dotée de classe CLIS,

Considérant que cela concerne qu'un élève,

Considérant que lors de l'élaboration du budget primitif le montant de la participation n'était pas connu par la commune,

Considérant que la somme inscrite au budget primitif dans l'article 65541 SUBVENTIONS et PARTICIPATIONS est de 704 euros,

Le Conseil Municipal, Après en avoir délibéré, à l'unanimité,

AUTORISE Monsieur le Maire à procéder au règlement, auprès de la commune de BAILLY ROMAINVILLIERS, des charges de fonctionnement pour un élève de Saint Augustin ayant fréquenté pendant les années scolaires 2015/2016 une classe CLIS (classe d'intégration scolaire) pour un montant de 704 euros qui sera imputé sur l'article 65541.

4. Assurance personnel :

Vu la Loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, notamment l'article 26 ;

Vu le Décret n° 86-552 du 14 mars 1986 pris pour l'application de l'article 26 (alinéa 2) de la Loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et relatif aux contrats d'assurances souscrits par les Centres de Gestion pour le compte des collectivités locales et établissements territoriaux ;

Vu le Décret n° 98.111 du 27 février 1998 intégrant les contrats d'assurance des collectivités locales dans le Code des Marchés Publics

Vu le Code des Marchés Publics

Vu l'expression du conseil d'administration du Centre de Gestion en date du 17 septembre 2015 ayant fait vœu d'une mission facultative consistant à assister les collectivités et établissements souscripteurs du contrat à l'exécution de celui-ci et ayant chargé son Président de soumettre cette proposition aux collectivités et établissements publics du département.

Vu la délibération du 11 décembre 2015 donnant mandat au Centre de Gestion afin de souscrire pour son compte des conventions d'assurance couvrant les risques statutaires du personnel auprès d'une compagnie d'assurances agréée,

Considérant l'attribution des lots n° 1 et lot n°2 au groupement conjoint SOFAXIS-CNP Assurances,

Le Conseil Municipal, Après en avoir délibéré, à l'unanimité

AUTORISE Mr Le Maire à signer la convention d'assurance contre les risques statutaires liés au personnel territorial à effet au 1^{er} janvier 2017.

5. Déploiement numérique : convention d'occupation du domaine public:

Par délibération du 18 décembre 2014, le Comité Syndical de Seine-et-Marne numérique a retenu la société COVAGE comme concessionnaire et a autorisé son Président à signer avec ladite société une convention de délégation de service public pour l'établissement et l'exploitation d'un réseau de communications électroniques à très haut débit FTTH sur le territoire du département de la Seine-et-Marne.

Dans le cadre de l'exécution de la délégation de service public susmentionnée, Seine et Marne Numérique réalise sous maîtrise sa maîtrise d'ouvrage, une partie de l'établissement de réseau de fibre optique.

La convention a été effectivement signée le 13 janvier 2015, pour une durée de 25 ans à compter du 22 janvier 2015, soit jusqu'au 23 janvier 2040.

Pour les besoins de son activité, il doit être procédé à l'installation d'armoires et de shelters reliés entre eux par des fourreaux contenant des câbles de fibre optiques ou de cuivre.

Il a été demandé à la Commune de Saint-Augustin de les autoriser à implanter ses équipements techniques sur la parcelle rue de Meaux angle de la rue de Courtesoupe.

Le Conseil Municipal, Après en avoir délibéré, à l'unanimité,

AUTORISE Le Maire à signer la convention d'occupation du domaine public

6. Subvention FER (Fond Equipement Rural):

Vu la délibération en date du 1^{er} avril 2016 le Conseil municipal a autorisé Mr Le Maire à solliciter le Conseil Départemental pour une demande de subventions dans le cadre du Fonds d'Equipement Rural 2016 (FER) pour des travaux de voirie,

Vu la notification du Conseil Départemental suite à la commission permanente du 19 septembre 2016 nous informant de l'octroi d'une subvention à hauteur de **34 516.80 euros** soit 40 % du montant prévisionnel,

Le Conseil Municipal, Après en avoir délibéré, à l'unanimité

AUTORISE Le Maire à signer la convention d'attribution avec le Conseil Départemental

7. RAID tarif 2016:

Monsieur le Maire informe le conseil municipal qu'il y a lieu de fixer les participations pour le RAID DE L'AUBETIN 2016 ainsi que pour le TRAIL (course verte). Les épreuves se dérouleront le dimanche 20 novembre 2016.

Le Conseil Municipal, Après en avoir délibéré, à l'unanimité

FIXE la participation pour les inscriptions au RAID pour 2016 et les années suivantes à :

- RAID EQUIPE : 40 €
- RAID SOLO : 20 €

FIXE la participation au TRAIL pour 2016 et les années suivantes :

- TRAIL : 10 €

FIXE la participation au repas du soir à :

- Adultes : 15 €
- Enfants - de 10 ans : 8 €

8. Communauté de Communes du Pays de Coulommiers :

- **Composition du conseil communautaire de la Communauté de Communes issue de la fusion entre la CC Brie des Moulins et la CC du Pays de Coulommiers:**

M. Le Maire,

Vu l'arrêté préfectoral 2016/DRCL/BCCCL/n°41 du 26 avril 2016

Vu l'avis favorable au projet de périmètre par délibération du conseil communautaire n°30/2016 en date du 6 juin 2016,

Vu l'avis favorable au projet de périmètre par délibération du conseil municipal en date du 17 juin 2016,

Vu l'article L 5211-6-2 du Code Général des Collectivités Territoriales qui prévoit en cas de fusion qu'il est procédé à une nouvelle répartition des sièges entre les communes.

Considérant que la répartition des sièges est opérée en application de l'article L.5211-6-1 du CGCT, soit selon la répartition de droit commun, soit selon les termes d'un accord local,

Considérant qu'aucun accord local n'est possible dans la situation du futur EPCI

Après examen et délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité,

PREND acte que la composition du conseil communautaire issue de la fusion entre la Brie des Moulin et le Pays de Coulommiers ne peut faire l'objet d'un accord local

PREND acte que la répartition des sièges sera opérée en application de l'article L.5211-6-1 du CGCT selon la répartition de droit commun suivant le tableau annexé à la présente,

AUTORISE le Maire ou son représentant à prendre toutes les dispositions nécessaires pour l'application de la présente délibération.

Questions diverses :

Monsieur le Maire informe :

- Qu'en raison des travaux de remplacement de l'armoire électrique chemin du Glacis, la chemin du Glacis et la rue du Lavoir vont être privées de lumières pendant quelques semaines.
- Que 2 subventions DETR ont été accordées (réfection du cimetière 6 516.36€ et vidéo surveillance 29 954.56€).
- Qu'aux prochaines élections législatives le bureau de vote sera déplacé dans l'école Maternelle. Une large information sera faite.
- Qu'une réunion d'échange entre les conseillers et Monsieur le Maire aura lieu le 28/10/2016.
- Que plusieurs réunions ont été organisées concernant le RPI de Saint Augustin et Mauperthuis. Mme PERIGAULT a été mandatée pour proposer une organisation des services répondant aux besoins des enfants et des familles.
- Que les travaux de démolition interne du café ont commencé et sont faits soit par les agents communaux soit par des bénévoles avant la phase travaux exécutoire par les entreprises.
- Mme Zelechowski informe que l'enquête publique du PLU débute le 6 octobre 2016 et que les dates et heures de permanences du commissaire enquêteur sont disponibles sur les panneaux d'affichages communaux ainsi que sur le site de la commune.
De plus, Mme Zelechowski informe que le prochain concours photo sera lancé à la fête de la pomme qui se déroulera le 15 et 16 octobre prochains et aura pour thème « animaux et insectes ».
- Mr Hoguet informe que le forum des associations 2016 n'a pas très bien fonctionné. Les associations de Saint Augustin et de Mauperthuis sont conviées à une réunion de travail afin de fusionner les deux communes et de pouvoir mettre en place une dynamique de territoire.
- Mr Dehan évoque l'étude menée par la Communauté de Communes de Coulommiers concernant la déviation du contour de Coulommiers. Il demande à Monsieur le Maire d'être vigilant quant à un éventuel passage en dessous du vieux Saint Augustin.
- Mr Gibaut a reçu un courrier par des administrés situés rue des coteaux pour des nuisances produites par les personnes habitants en face de chez eux.

La séance est levée à 22h05